

*Relations internationales*

renseignements découverts dans les documents saisis en avril. Le FDR n'a pas nié l'authenticité de ces documents dans lesquels sont exposés les objectifs de la gauche pour les négociations en question, et que voici: il faudrait, premièrement, prolonger le conflit qui tourne au désavantage des forces révolutionnaires; deuxièmement, brouiller le parti démocratique chrétien du président Duarte avec les forces armées; troisièmement, présenter la gauche comme un élément pacificateur; enfin, quatrièmement, dénoncer le parti démocratique chrétien comme servant de façade à un gouvernement contrôlé par les militaires.

Toutefois, le Canada ne saurait nier à première vue, au contraire du chef du parti néo-démocrate, la possibilité d'élections équitables dans ce pays. En effet, le Zimbabwe a pu tenir des élections malgré une situation également difficile. Le président Duarte aurait déclaré que l'Organisation des États américains pourrait surveiller à loisir les élections dans son pays. Ses propos ont été rapportés dans le numéro du 6 mars dernier du *New York Times*:

Nous comptons inviter l'Organisation des États américains non seulement à nous envoyer une mission protocolaire, mais également des représentants de toutes les Amériques pour surveiller nos élections et veiller à ce que les citoyens puissent se prononcer en toute liberté.

Comme je le disais l'autre jour devant le comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale, si nous sommes sollicités à cette fin et que nous estimons pouvoir nous montrer d'une utilité quelconque, nous envisagerions volontiers de prendre part à cette mission.

A notre avis, le président Duarte mérite qu'on lui donne une chance de régler le conflit politique qui déchire son pays de la façon la plus démocratique possible, c'est-à-dire avec des élections tenues librement. Fondateur du parti démocrate chrétien, il a lutté toute sa vie durant pour la sauvegarde de la démocratie. Il a fait la campagne électorale de 1972 avec le chef actuel du FDR, M. Guillermo Ungo et a remporté les élections. Les militaires ont étouffé cette victoire et Duarte a été emprisonné, frappé et torturé. Exilé au Venezuela, il a été l'un des chefs du mouvement d'opposition qui a fini par renverser le président Romero en octobre 1979. Revenu dans son pays natal 13 jours seulement après la révolution, il est nommé au gouvernement en mars 1980, pour accéder en décembre à la présidence qui lui avait été régulièrement dévolue en 1972.

Il est bizarre que le FDR fasse pression sur Duarte pour qu'il négocie avec lui, dans le but sans doute de procéder à une sorte de partage des pouvoirs, par une sorte d'anticipation sur l'appui électoral de la population, au nom bien sûr de la démocratie.

Je pense que beaucoup d'hommes et de femmes de bonne foi ont commis une tragique erreur de calcul à la fin de 1979 et au début de 1980. Ils ont cru voir au Salvador les mêmes conditions qui avaient régné au Nicaragua avant le renversement de Somoza. Ils ont calculé que les groupes armés de gauche gagneraient, sans tenir compte de ce que le régime répressif du général Romero avait déjà été renversé. Ces hommes et ces femmes, d'opinion essentiellement modérée et dont beaucoup sont représentés au FDR, des gens qui appartiendraient à tous les partis politiques du Canada s'ils étaient ici comme l'a dit le chef du NPD, ont maintenant partie liée avec des compagnons de route extrémistes.

• (1630)

Si le FDR, est vraiment désireux de voir instaurer la démocratie au Salvador, s'il n'est pas un simple paravent pour des groupes de révolutionnaires marxistes armés, il a le devoir de se rallier au gouvernement Duarte pour veiller à ce que les élections qui doivent avoir lieu dans neuf mois à peine, se déroulent dans de bonnes conditions.

Le chef du NDP (M. Broadbent) a aussi un devoir à cet égard. La plupart des formules qu'il propose postulent un règlement qui soit le résultat du compromis, ce qui est justement la cause que défendent les révolutionnaires. En appuyant les forces révolutionnaires dans leur désir de partager le pouvoir avant les élections, il risque de contribuer à prolonger les souffrances des Salvadoriens et à entraver de ce fait la solution politique souhaitée par tous les députés représentés à la Chambre. Pour reprendre ses propres termes, il ajoute un semblant de respectabilité à la position des rebelles.

En fin de compte, quel est le devoir du gouvernement? C'est de ne pas chercher à s'arroger, de l'extérieur, le droit de résoudre les problèmes du Salvador, et encore moins de définir au préalable les termes de leur solution. C'est au contraire d'avoir suffisamment de modestie pour laisser à la population du Salvador le soin de décider de son avenir par le scrutin. Cela ne mènera peut-être pas au pouvoir politique l'opposition socialiste du Salvador, à laquelle l'Internationale socialiste et son distingué représentant sont attachés. Mais quelle que soit l'issue de la consultation, je pense que cette voie est la bonne; en tout cas, c'est la voie démocratique.

Sur le plan humain, la situation du Salvador est tragique. Notre rôle est de témoigner notre solidarité, d'offrir notre aide, de favoriser une solution qui corresponde aux désirs et aux besoins de la population, et de nous opposer aux auteurs d'actes de terrorisme criminel. Nous n'avons pas à nous charger du rôle principal dans la solution de la crise. Cette voie conduirait à un autre drame, le nôtre. Les gouvernements du tiers monde sont peu enclins à reconnaître que leurs drames sont les nôtres. La modestie, la patience et le sentiment de nos propres lacunes sont parfois les vertus les plus difficiles à pratiquer, mais je recommande au chef du NPD et à mes collègues de s'y appliquer. L'indépendance véritable du tiers monde ne peut exister sans qu'ils soient indépendants aussi de nous. Nous tenons trop à notre propre indépendance pour ne pas respecter celle des autres. Voilà la voie que nous entendons continuer de recommander à tous les gouvernements.

**M. Walter McLean (Waterloo):** Monsieur l'Orateur, en mon nom et en celui de l'opposition officielle, je voudrais d'abord dire au chef du NPD (M. Broadbent) que nous avons apprécié les commentaires pleins de compassion qu'il a faits à propos de la situation qui règne en Amérique latine, et plus particulièrement au Salvador.

Pour commencer, je voudrais dire à une Chambre et à un pays à qui l'ampleur des massacres a fait perdre presque toute capacité de s'émouvoir, que tous les députés de notre Parlement et que toute la population de notre pays considèrent comme l'une des grandes tragédies de notre époque que, malgré toutes nos ressources et tous les moyens de communication de notre monde, nous ne puissions intervenir et fournir les moyens, la compréhension ou la capacité de communication à l'assemblée qui dispose des ressources, lui permettant de